

**ANALYSE N°35/2005**  
**sur le thème :**

## **LE GENRE DES PENSIONS**

**Objet de l'analyse :** Le risque de précarité accru pour les femmes est connu, mais quels sont les processus qui aboutissent à cette situation discriminante ?

La façon dont sont attribuées les pensions peut constituer une clé de compréhension.

Cette analyse s'attache à déterminer ce qui, dans le système belge des pensions et, en particulier, dans l'attribution de droits dérivés, renforce les inégalités économiques en défaveur des femmes.

**Contexte :** L'Université des Femmes se donne comme objectif de diffuser les savoirs élaborés par et sur les femmes. Une des thématiques choisies pour la réalisation des documents d'analyse mis à disposition via son site internet est la lutte contre la pauvreté des femmes et les mécanismes qui la produisent.

**Le système des pensions** est profondément perturbé par la discordance qu'il y a entre la perception des cotisations sociales et l'attribution des prestations.

En effet, le financement des pensions repose essentiellement sur les cotisations sociales qui sont prélevées sur les rémunérations (tant la part patronale que la part salariale) et correspondent au travail professionnel individuel du titulaire qui acquiert ainsi des droits «directs».

Par contre, les pensions, elles, sont attribuées en tenant compte, non seulement de la carrière professionnelle du titulaire (droits directs) mais aussi de son statut matrimonial présent ou passé (droits dérivés du mariage).

Dans la branche des pensions, il existe trois types de droits dérivés du mariage<sup>1</sup> :

-le «taux ménage» qui représente une majoration de 25 % de la pension du titulaire, si au moment de prendre sa pension il a un(e) conjoint(e) à charge ;

-la pension de survie qui est calculée sur la base de la pension réelle ou de l'estimation de la pension (à l'âge légal) du conjoint décédé. Le cumul de la pension de retraite du survivant et de la pension de survie est limité à 110% de la pension de survie<sup>2</sup>. Un an de mariage suffit pour obtenir la totalité de la pension de survie.

-la pension de divorce qui est calculée également sur la base de la pension du titulaire divorcé mais au prorata du nombre d'années de mariage.

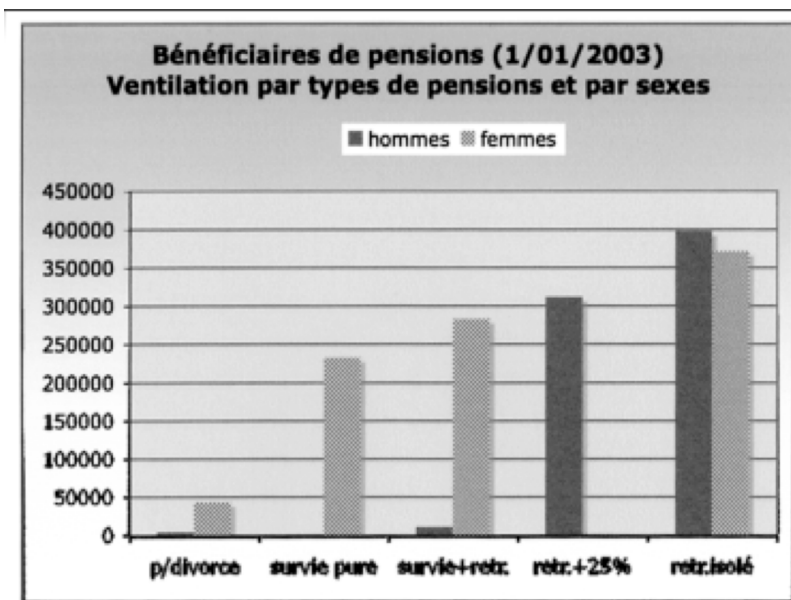
Ainsi un titulaire qui a cotisé en tant que travailleur isolé peut ouvrir toute une série de **droits dérivés du mariage** (simultanément : ex. divorce + taux ménage ; ou successivement : ex. divorce + taux ménage puis survie).

Ces droits dérivés sont attribués gratuitement : ils ne font l'objet d'aucun financement spécifique; ils sont donc prélevés sur l'ensemble des recettes de la branche. Il s'agit de montants considérables puisque, selon les années, ils représentent entre 35 et 36% de la dépense totale des pensions des salariés.

Il n'y aurait aucun problème de financement des pensions à court et à long terme sans ces droits dérivés du mariage.

Les droits dérivés peuvent être ouverts aussi bien par les femmes que par les hommes mais étant données les réalités sociales, ils sont ouverts dans l'immense majorité des cas par des titulaires masculins, soit à leur propre profit (taux ménage) soit au profit d'une ex-conjointe (divorcée ou survivante).

Le **graphique A** qui suit montre l'inégalité de la répartition des bénéficiaires de pensions (régime des salariés) :



Graphique HPP/ Source : ONP, Statistique annuelle.

Les femmes, **en tant qu'ex-conjointes** représentent l'immense **majorité** des bénéficiaires de pensions de divorce et de survie ainsi **que du cumul** retraite + **survie** ; **les hommes mariés** représentent l'immense majorité des bénéficiaires du taux ménage. Les droits dérivés sont très inégalement répartis entre hommes et femmes mais proviennent, dans l'immense majorité des cas, de titulaires masculins (qui ouvrent ainsi la presque totalité des droits dérivés).

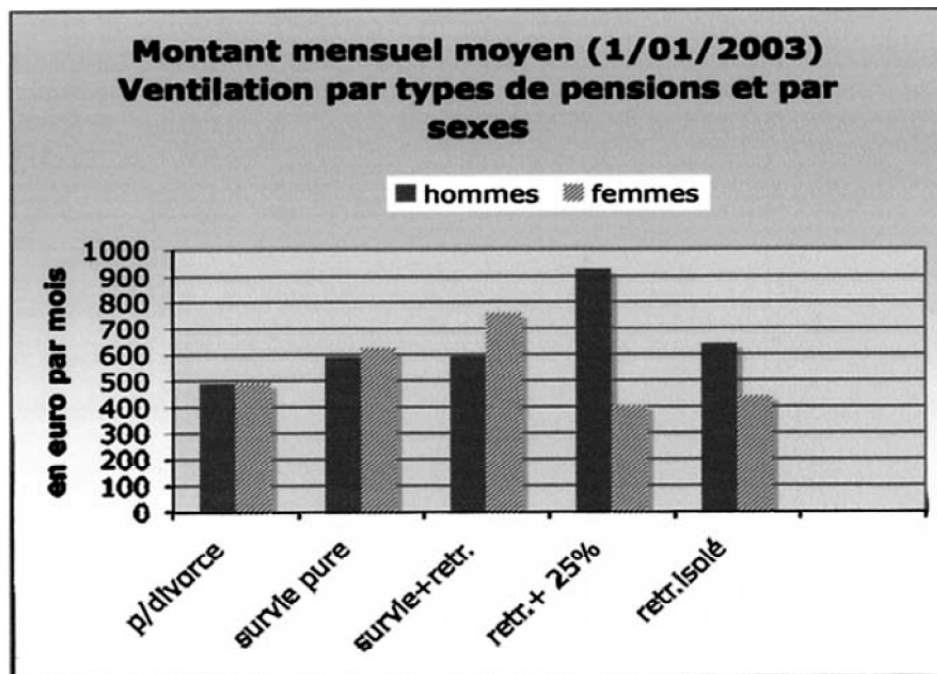
Par contre, si l'on se tourne du côté des droits directs (dernière colonne à droite), on constate que les bénéficiaires de pensions de retraite au taux isolé (qu'ils soient mariés ou non) se répartissent de manière beaucoup plus équilibrée entre hommes et femmes.

Une attention particulière doit être accordée à la colonne centrale où nous voyons que beaucoup de femmes cumulent une pension de retraite et une pension de survie. À l'âge de la retraite, celles-ci ne peuvent vivre de manière autonome que si elles ont pu cumuler auparavant un mariage et un travail professionnel, l'essentiel de leurs revenus provenant toutefois de la pension de survie. Nous constatons aussi qu'il reste encore toujours un grand nombre de femmes qui bénéficient exclusivement d'une pension de survie (survie pure) tandis que la pension de divorce commence à représenter un nombre significatif.

Les inégalités en termes de genre proviennent non seulement de l'inégalité quant à l'ouverture des droits dérivés mais aussi de l'impact des inégalités en termes de carrière professionnelle : durée de la carrière et niveau des rémunérations.

Mais attention ! En Belgique, comme dans la majorité des pays européens, les écarts, entre hommes et femmes, des montants des pensions de retraite sont encore plus importants que les écarts des montants de rémunérations, ce qui est inexplicable dans un pays qui, comme le nôtre, fonctionne sur base de répartition avec un calcul plafonné du montant de la pension.

**Le graphique B** qui suit présente les montants moyens des divers types de pensions (régime des salariés).



Graphique HPP/ Source : ONP, Statistique annuelle.

Il faut le lire en tenant compte du graphique précédent : ainsi pour la première colonne on dira : bien qu'il n'y ait presque pas d'hommes qui bénéficient de la pension de divorce, le montant de celle-ci est à peu près égal à celui des femmes qui sont cependant nettement plus nombreuses à en bénéficier.

Par contre, pour la quatrième colonne, on dira : le montant moyen des pensions au taux ménage est nettement plus élevé que tous les autres mais le graphique précédent révélait qu'il était presque exclusivement réservé aux hommes. Quand une femme bénéficie du taux ménage (elle a donc un mari à charge), il s'agit du montant moyen le plus bas de tous, parce que la majoration de 25 % est établie par rapport à sa propre pension de retraite, nettement plus faible. Autrement dit, le conjoint à charge «rapporte» beaucoup plus à l'homme qu'à la femme.

La dernière colonne rappelle la modicité, pour les hommes et pour les femmes, des droits directs qui proviennent donc du travail professionnel antérieur des titulaires. La modicité de l'ensemble de ces

pensions de **retraite** est évidemment imputable à l'importance des droits dérivés qui sont, par ailleurs, tout aussi inéquitables socialement entre célibataires et mariés ou entre travailleurs mariés ayant ou n'ayant pas une épouse active professionnellement.

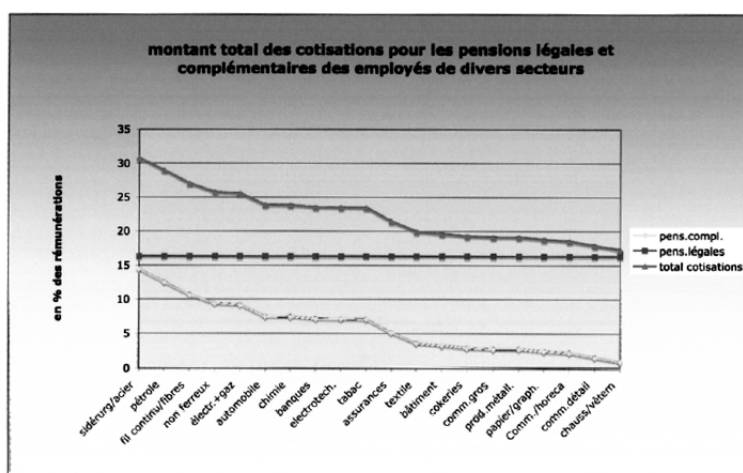
Si le nombre de bénéficiaires masculins et féminins d'une pension au taux isolé est relativement équilibré, par contre l'écart entre les montants de leurs pensions respectives est très important ( $\pm 31\%$ ).

Ce qui est frappant et inadmissible c'est que le montant moyen de la pension de retraite des femmes est toujours moins élevé que le montant moyen d'une pension de divorce, d'une pension de survie et, a fortiori, d'une pension cumulée retraite + survie. Pour une femme, le mariage «rapporte» plus que le travail. Il est plus «intéressant» de n'avoir jamais travaillé et d'être la veuve d'un employé ou d'un ouvrier que d'avoir soi-même été employée ou ouvrière toute sa vie durant...

Les mesures politiques en cours ne font qu'aggraver ces discriminations. La réforme de 1997 qui portait notamment sur l'égalisation de l'âge de la retraite fait perdre chaque année des millions d'euros aux pensions de **retraite** des femmes (en 2004, quelque 520 millions d'euros) alors que les droits dérivés ont été préservés : ainsi l'écart entre la valeur du travail professionnel et la valeur du mariage ne fait que s'accroître.

La Loi de 2003 portant sur les pensions complémentaires (deuxième pilier) ne fera qu'accroître davantage encore les inégalités de revenus entre les hommes et les femmes à la retraite.

En effet, le deuxième pilier est plus fréquemment mis en oeuvre dans les secteurs dits «forts» où les hommes sont surreprésentés ; ensuite les engagements de pensions complémentaires portent sur des montants plus élevés dans ces mêmes secteurs, comme le montre le graphique ci-dessous.

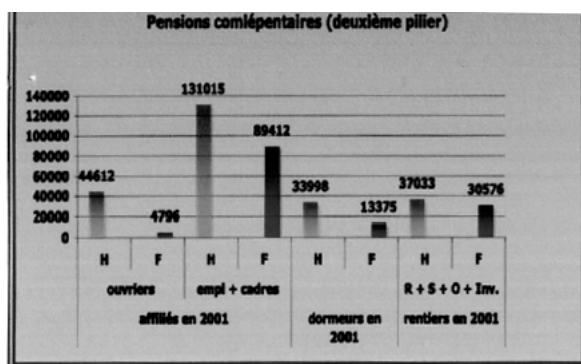


Graphique HPP/Source : Table ronde sur les pensions, 1993 (données de Ph. Neyt)

Enfin, cette loi permet non seulement de réintroduire les droits dérivés dans les pensions complémentaires, mais autorise aussi les organisateurs de ces pensions complémentaires à introduire des calculs actuariels différents pour les hommes et les femmes en fonction de leurs espérances de vie respectives. Ainsi, puisque les femmes vivent plus longtemps que les hommes, elles auraient droit à des rentes moins élevées. Inutile de dire que personne n'envisage d'appliquer ce même raisonnement aux flamands qui ont une espérance de vie plus longue que les wallons... ou aux cadres... etc.

La disparité entre les hommes et les femmes engagés dans des plans de pensions complémentaires est dès à présent flagrante comme le montrent dans le graphique suivant, les colonnes des affiliés et des «dormeurs». Si la disproportion entre hommes et femmes semble moins importante dans la colonne des rentiers, c'est parce que cette colonne mélange (volontairement) les droits directs (R=retraite, I=invalidité) et les droits dérivés (S=survie ; O=orphelins).

Graphique 4



Graphique HPP/Source : rapport annuel de l'OCA, 2001-2002, p. 221

La branche des pensions est profondément marquée par les discriminations liées à la prise en compte du statut familial lors de l'attribution des prestations. Ces discriminations sont profondément injustes et blessantes pour le travail professionnel des femmes car elles continuent à signifier que les femmes ont le choix entre l'acquisition de droits sociaux par le biais du mariage ou par le biais du travail professionnel, étant entendu que le plus souvent l'octroi de droits dérivés leur font perdre une partie ou la totalité de leurs droits directs. Ainsi, une travailleuse mariée avec une petite pension (travail à temps partiel, carrière courte), peut trouver plus avantageux financièrement que son mari prenne une pension au taux ménage : mais ce taux ménage étant le même que l'épouse ait travaillé ou n'ait jamais travaillé, dans ce cas, les cotisations sociales de la travailleuse mariée auront donc été versées à fonds perdus.

Enfin ces énormes sommes mises gratuitement à la disposition de titulaires (masculins) représentent un piège à l'emploi pour les femmes et subsidient les couples mariés qui fonctionnent sur un modèle inégalitaire.

Les pays qui, comme les pays nordiques, s'efforcent réellement d'instaurer un modèle égalitaire de vie en couple, se sont évidemment depuis longtemps attachés à réduire ou supprimer les droits dérivés du mariage ou de la cohabitation en instaurant autant que possible des droits individuels en sécurité sociale.

<sup>1</sup> Jusqu'à présent, seul le mariage est pris en compte mais il est évident que la cohabitation légale sera bientôt assimilée.

<sup>2</sup> Ceci signifie qu'en cas de cumul retraite + suivie, la carrière professionnelle de la survivante n'est prise en compte que pour une valeur de 10% de la pension de survie et cela même si la dite conjointe a une carrière professionnelle complète. Si la pension de retraite de la conjointe est supérieure à la pension de survie, elle ne bénéficie même pas de ce fragment de cumul.

---

© Université des Femmes asbl

**Date du document** : décembre 2005

**Ont contribué à la réalisation de ce document :**

Rédaction : Hedwige PEEMANS-POULLET

Relecture, mise en page : Luisa SORIANO, Sophie PEREIRA